



Département Finances, Marchés et Performance  
Direction Juridique et Assurances  
Service juridique

Décision n°2024-40 DEC

**Objet : Recours contre permis de construire ou déclarations préalables**

## Décision

**Le Maire de Nantes,**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération du Conseil municipal du 15 juillet 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au maire, aux adjoints et éventuellement aux conseillers municipaux,

Vu l'arrêté n°2023\_108ARR du 26 octobre 2023 portant délégations de fonction et de signature aux élus,

Considérant les 9 requêtes enregistrées au Tribunal Administratif de Nantes tendant à l'annulation de permis de construire ou de déclarations préalables,

Considérant qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville de Nantes dans ces affaires,

### Décide

Article 1<sup>er</sup> - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Madame PALAND et tendant à l'annulation de la décision tacite de rejet d'une déclaration préalable en date du 20 mars 2023 pour des travaux d'aménagements intérieurs sur un immeuble sis 4-6 rue Gorges à Nantes.

Désignation du cabinet CARADEUX Consultants pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 2 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par l'Association des Riverains et Amis de la Beaujoire et tendant à l'annulation d'un arrêté en date du 30 mars 2023 accordant un permis de construire à la SCCV ETIKA en vue de la construction d'un immeuble de 80 logements sur un terrain sis rue du Chêne Jaunais – Îlot B4b - ZAC Champ de Manœuvre - à Nantes.

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 3 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Monsieur CAZES et tendant à l'annulation d'un arrêté d'opposition à déclaration préalable en date du 19 avril 2023 pour des travaux de surélévation d'une maison individuelle sise 72 rue des Fromentaux à Nantes.

Désignation du cabinet CARADEUX Consultants pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 4 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par l'ASA Basse Gaudinière et tendant à l'annulation d'un arrêté d'opposition à déclaration préalable en date du 10 août 2023 pour l'installation de deux barrières privées situées avenue de Samothrace et Chemin de la Gaudinière à Nantes.

Désignation du cabinet CARADEUX Consultants pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 5 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Monsieur MENIOT et Madame NOUGAYREDE et tendant à l'annulation d'un arrêté de non-opposition à déclaration préalable en date du 10 août 2023 par lequel la Ville de Nantes a refusé d'autoriser l'extension de leur construction existante sise 3 rue Floréal à Nantes.

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 6 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Madame BLUCHE et tendant à l'annulation de l'arrêté de non-opposition à déclaration préalable en date du 25 mai 2023 délivré à l'ASA ACACIAS pour le remplacement de la barrière existante par une barrière à deux vantaux battants.

Considérant qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 7 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par Monsieur COUTEAU et tendant à l'annulation d'un arrêté en date du 27 juin 2023 accordant un permis de construire à la SCI PAROS concernant une extension de bureaux sur un terrain sis 2 rue Louis Mekarski à Nantes.

Désignation du cabinet CARADEUX Consultants pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 8 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par l'Association des Riverains et Amis de La Beaujoire et tendant à la suspension d'un arrêté en date du 17 janvier 2023 accordant un permis de construire à Nantes Métropole Habitat en vue de la construction de 39 logements locatifs sociaux et d'une aire de stationnement pour les vélos, sur un terrain sis rue du Chêne Jaunais – Îlot B4A - ZAC Champ de Manœuvre - à Nantes

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 9 - Défense des intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif de Nantes dans l'action engagée par l'Association des Riverains et Amis de La Beaujoire et tendant à l'annulation d'un arrêté en date du 22 juin 2023 accordant un permis de construire à la SCCV CDM en vue de la construction de 52 logements, sur un terrain sis Rue du Chêne Jaunais - Îlot B6 – ZAC Champ de Manœuvre à Nantes.

Désignation de la SELARL MRV Avocats pour la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 10 - La présente décision sera mise en ligne sur le site internet de la ville de Nantes. Communication en sera faite lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

Article 11 - M. le directeur général des services de la Ville de Nantes et le responsable du service de gestion comptable de Nantes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nantes, le 16/02/2024

Pour Madame la Maire,

L'adjoint délégué,



Pascal BOLO

Transmis en Préfecture et mis en ligne

le 16/02/2024